

## NON, MADAME...

A ce Tartuffe enjuponné dont on nous dit qu'il serait Ministre de la «*Solidarité Nationale*»... à Nicole Questiaux qui, après la mort de René Lucet, avait le front de lui demander un rendez-vous, André Bergeron, avec dignité a répondu: «*Non, Madame, quand nous aurons enterré notre ami*».

Contrairement à ce que tentent d'exprimer les salauds qui s'évertuent à innocenter ceux qui, délibérément, ont acculé un homme de 39 ans au suicide, il est facile de comprendre comment René Lucet a été conduit à mettre fin à ses jours!

Voilà un homme qui, entré, il y a 18 ans, à la Sécurité Sociale, en qualité d'employé aux écritures, avait réussi, à force de travail et de volonté à affirmer sa compétence et à se hisser au grade de Directeur de caisse et qui, soudainement, par la volonté délibérée d'un ministre voit tous ses efforts ruinés et, comme il l'a lui-même déclaré, sa «*carrière brisée*». Si on ajoute que cette destitution s'accompagne d'une campagne de calomnies allant jusqu'à mettre en cause son honnêteté.

Selon le *Matin* de Paris: «*Mme Questiaux a décrit René Lucet comme un "personnage très conflictuel" et de plus, le rapport effectué par trois inspecteurs de l'action sanitaire (IGAS) mettait, selon elle, en relief certaines anomalies de gestion. A vrai dire, l'IGAS reste discrète sur ces "traces" dans la gestion et ne parle que du gonflement excessif et inexpliqué de certains postes (mission, représentation) d'une valeur de quelques millions de centimes. En aucun cas, il ne s'agit de "malversations" et l'Inspection générale précise que l'honnêteté de René Lucet n'a jamais été mise en cause*».

Si on ajoute encore que, comme toujours en pareil cas, les «*amis*» de la veille, dont certains occupent aujourd'hui des postes importants dans l'appareil d'État, ont tendance à se raréfier, on comprend que René Lucet ait pu craquer.

René Lucet est tombé, victime de la campagne ignoble du P.C., de la C.G.T. et de la C.F.D.T. relayée, il est vrai, par la lâcheté congénitale d'un certain nombre de ceux qui, la veille encore, se prétendaient de ses amis. Seule, notre organisation et ses militants l'auront soutenu jusqu'au bout.

Il se trouve toujours des êtres méprisables pour tenter de justifier l'injustifiable. Les plunitifs du *Monde* glosent sur le suicide et osent insinuer que ceux qui mettent en cause la responsabilité du Ministre et de ses instigateurs condamnent «*parfois en des termes qui procèdent de la même calomnie que les auteurs entendent dénoncer*».

Ah qu'en termes peu galants ces choses-là sont dites... Jésuites, tartuffes!... Le *Monde* tel qu'il est: un journal à jeter à la poubelle avant de l'avoir lu!

Pour en avoir subi les effets lors d'une affaire récente, à Nantes, je sais les ravages provoqués par la mise en œuvre d'une «*chasse aux sorcières*» orchestrée selon les méthodes chères à l'Inquisition et à Joseph Staline.

Je sais également, toujours par expérience, que dans une telle situation, il se trouve toujours, hélas, des hommes pour, au nom de la «*fraternité*» hurler avec les loups.

En ce moment même François Autain, collègue de Nicole Questiaux, a ouvert les salles de la mairie de Bouguenais à une «*exposition*» crapuleuse qui présente notre section syndicale de la SNIAS et ses militants quasiment comme fascistes!

Fort heureusement, la «*chasse aux sorcières*» ne se termine pas toujours d'une manière tragique. On peut souhaiter que la mort de notre camarade René Lucet suscite une prise de conscience et qu'il soit mis fin à des pratiques héritières d'un passé qu'on pourrait espérer définitivement révolu.

René Lucet a été condamné sans même avoir été entendu, sans pouvoir bénéficier des garanties qu'il tenait de la convention collective. La technique du retrait d'agrément s'apparente à celle de la lettre de cachet. Il ne s'agit pas d'un acte de justice mais d'une décision administrative purement arbitraire. Elle ne laisse aucune chance à celui qui en est victime.

En 1924, en Italie, après l'assassinat de Matteoti que lui non plus n'avait pas voulu, Mussolini interpellait le *Grand conseil fasciste*... Aux dignitaires en chemises noires qui lui reprochaient que le changement ne s'effectuait pas assez vite, il répondait: «*Croyez-vous qu'il soit facile de gouverner avec un cadavre entre les jambes?*».

En 1982, en France, avec un tué sur la conscience, peut-on, sans dérision, continuer à se prétendre Ministre de la «*Solidarité Nationale*»?

**Alexandre HÉBERT.**

-----